

Groupe « Travail »

*Odile JOIN-LAMBERT, Yves LOCHARD, Marie RAVEYRE,
Pascal UGHETTO, Philippe ZARIFIAN*

1. Bilan du programme 2000-2004

Le groupe Travail a été formé au début du troisième PSMT, avec l'arrivée, en milieu d'année 2000, de Marie Raveyre et Pascal Ughetto, puis, en 2001, d'Odile Join-Lambert et, finalement, d'Yves Lochard en septembre 2002. Un programme scientifique a été élaboré pour la période 2001-2004. Il se donnait pour finalité générale d'aider à la compréhension de mutations en cours, saisies dans une perspective historique : changements dans le contenu de l'activité de travail et les organisations du travail, montée des préoccupations d'évaluation, émergence de nouvelles sources de pénibilité du travail. Il entendait prendre en compte les évolutions de fond sous-tendant ces changements : mondialisation et nouvelles formes de la concurrence, montée des critères de gestion financiers, diffusion des nouvelles technologies, recomposition des structures et des périmètres des entreprises. Il proposait une démarche de recherche accordant de l'importance aux processus de construction sociale des phénomènes analysés en s'intéressant plus particulièrement, pour cela, aux négociations (au sens large) des pratiques et aux systèmes de représentation des acteurs au travail.

Il fixait comme principaux axes de recherche :

- la place dévolue au client ou à l'utilisateur dans les univers de travail
- la mixité d'autonomie et de contrainte dans les modes d'organisation du travail
- le lien entre implication au travail, évaluation de la performance et rétribution
- l'éclatement et la recomposition des collectifs de travail

- la reconfiguration mondiale des groupes et la gestion des ressources humaines.

Ce programme a été couvert à travers une investigation particulièrement poussée du premier de ces thèmes, notamment grâce à une recherche collective de l'ensemble du groupe. Les autres axes ont fait l'objet de développements qui, bien que plus ponctuels, ont permis d'engager des thématiques de recherche appelées à se prolonger. Si la rétribution, l'éclatement des collectifs de travail et la mondialisation n'ont pas réellement été abordés par le groupe, en revanche, une approche de la question des conditions de travail a été engagée au-delà de ce que prévoyait explicitement le programme. De même à propos de la gestion des ressources humaines.

a. Personnels et publics des musées

La mise en œuvre du programme s'est déroulée, notamment, à travers un important chantier qui a réuni Odile Join-Lambert, Yves Lochard, Marie Raveyre et Pascal Ughetto : une recherche de plus de dix-huit mois sur les personnels des musées et l'effort de ces personnels pour faire pleinement entrer dans les établissements la préoccupation d'une ouverture à la diversité des publics. Cette approche a apporté un éclairage sur les rapports entre le travail et la figure du destinataire du service, sur la justification du travail exécuté par la réponse aux attentes de ce destinataire. Elle a permis de construire une démarche d'analyse de nature historique où le contenu du travail et sa capacité à se redéfinir sont abordés en lien avec les catégories que reconstruisent régulièrement les acteurs pour désigner les finalités, les modalités et les moyens de leur action. Un rapport de recherche consistant a été rendu au milieu de l'année 2004. Des contributions individuelles adjacentes l'ont précédé ou accompagné sous forme de communications à des séminaires et colloques (relations entre conservateurs et médiateurs autour de l'organisation des expositions ; approche de la question de la réforme du management public à partir de l'exemple des musées). La valorisation du rapport lui-même est en cours.

b. Clients, usagers et relation de service

La thématique du client et de l'utilisateur a également fait l'objet de participations individuelles à des recherches au sein ou en dehors de l'IRES : Odile Join-Lambert a réalisé une recherche sur les transformations du travail au nom de l'utilisateur dans les PTT entre 1965 et 1973, qui a été présentée dans l'Action Concertée Incitative (ACI) « Travail dans la fonction publique » et qui est en cours de publication dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Elle a aussi réalisé avec Yves Lochard une recherche sur les liens entre service public et émergence du mouvement consommateur, dont les princi-

paux résultats sont publiés dans les actes d'un colloque international sur l'histoire de la consommation (à paraître dans les actes du colloque pour les 40 ans du CERAT). Pascal Ughetto a réalisé avec l'IRIS (université Paris-Dauphine) une recherche, rendue en 2002, sur les transformations du travail dans le cadre de la relation de service. Le rapport correspondant a vu ses principaux résultats diffusés grâce à un article de synthèse publié dans la *Revue de l'IRE.S*. Plus récemment, l'étude pour le ministère des Finances sur la « réactivité sociale » des agents face aux réformes (P. Ughetto, avec J.-M. Pernot et S. Grimault), alimente également ce type de réflexion (voir groupe Revenu salarial). Le rapport final qu'elle suscitera a d'ores et déjà été précédé d'un document de travail sur le cas particulier des Douanes.

c. Activité et conditions de travail

Prise comme un enjeu lourd de conséquences pour les recompositions du travail, la thématique de l'usager et du client s'est révélée, par ailleurs, être une incitation au développement d'analyses sur des questions importantes, en particulier celle de la compétence, de son évaluation, de l'exigence de performance attendue des salariés. Ces préoccupations ont favorisé la sensibilité à une approche du travail par l'activité, c'est-à-dire l'épreuve que celle-ci représente pour les salariés, les moyens qu'elle sollicite, l'articulation qu'elle implique entre l'engagement individuel et les ressources collectives procurées par l'organisation (voir le dossier de la *Revue de l'IRE.S* n° 44, coordonné par Pascal Ughetto).

Sur un autre plan, le groupe a également apporté des éléments à verser à la compréhension des changements dans les conditions de travail des salariés. Odile Join-Lambert a participé à l'analyse historique de la construction sociale de l'inaptitude au travail dans les PTT, via sa participation à un groupe de travail dirigé par Catherine Omnès associant l'IDHE, le CEE et l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines. Cette participation a donné lieu à une contribution dans un ouvrage collectif (*Les mains inutiles. Inaptitude au travail et emploi en Europe*) et à un article dans *La Revue de l'IRE.S*. Elle a également contribué à une histoire de la médecine du travail à partir du cas de La Poste, en explorant les liens entre secteurs public et privé, ce qui a donné lieu à un article dans *Travail et emploi*, revue de la DARES. Marie Raveyre et Pascal Ughetto ont traité, dans le cas de l'hôpital, de la manière dont, à la fois, des formes d'organisation et des modes de management pouvaient avoir des incidences sur les conditions d'exercice de l'activité, la reconnaissance ou non des contraintes de l'activité, la recherche de réponses, tant du côté du management que des revendications professionnelles. Outre la contribution au rapport de recherche correspondant, un article a fait le point dans un numéro de la *Revue française des affaires sociales* sur les restructurations hospitalières

et une communication réalisée à un colloque sur l'intensification du travail. On retrouve des résultats similaires dans la recherche précitée sur la réactivité sociale au ministère des Finances.

Au travers de ces travaux, le programme 2001-2004 a constitué l'amorce d'un traitement de la question des conditions de travail qui, intégrant les interrogations relatives à l'autonomie et à la contrainte envisagées parmi les axes de recherche, cherche à répondre plus directement à la demande d'un éclairage spécifique sur le sentiment d'une pénibilité croissante des conditions de travail et sur l'étude historique des acteurs, des normes et des stratégies dans ce domaine.

d. Groupes et identités professionnels

Ces travaux ont aussi été l'occasion de traiter des identités professionnelles et d'entrer ainsi dans un champ de préoccupations vivement ressenties par les organisations syndicales. Ce thème a donné lieu à un projet de journées d'études cofinancé par la DARES, que les contraintes budgétaires éprouvées par celle-ci en 2003 ont conduit à annuler mais qui continue de répondre à des attentes exprimées.

Le groupe s'est aussi intéressé, ponctuellement, à l'apparition de groupes professionnels, à leurs modes de reconnaissance et d'organisation en particulier, les experts du monde associatif analysés par Yves Lochard. La coordination d'un ouvrage, *L'expert associatif, le savant et le politique* (avec Maud Simonet, CNRS-IRESO) a constitué un débouché de ce travail. Davantage du côté des identités sociales, à travers une étude sur les travailleurs pauvres (Yves Lochard, avec Pierre Concialdi, Cristèle Meilland, Mouna Viprey), s'est ouverte une perspective consistant à mieux explorer ce qui relie la détention d'un emploi, et donc l'exercice d'un travail, à une reconnaissance d'un statut social et de ses droits (en particulier au logement). Un rapport vient d'être rendu à la Mission d'Information sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale (MIPES) du Conseil régional de l'Île-de-France.

e. Gestion des ressources humaines

La gestion des ressources humaines s'est révélée constituer un objet d'étude à part. Dans le secteur privé, la dimension territoriale de la gestion des ressources humaines est étudiée par Marie Raveyre, d'une part, avec l'analyse de pratiques managériales de PME (publication dans un ouvrage sur *Les Dynamiques des PME*), d'autre part avec l'étude des politiques de ressources humaines des grands groupes au niveau des bassins d'emploi. Il en est résulté un article dans *La Revue de l'IRES* et plusieurs communications dans des colloques, dont un colloque européen à Dublin, qui va donner lieu à la publication d'un ouvrage *Les restructurations responsables en Europe*. La question des

restructurations, complémentaire à celle des politiques d'emploi des grands groupes, est devenue une thématique importante, notamment à travers un séminaire organisé à l'IRES depuis 2003 (voir Projets transversaux).

Les candidatures à un emploi, le signal qu'elles tentent de délivrer sur la future compétence au travail, ont fait l'objet de premières investigations par Yves Lochard et Pascal Ughetto, pour l'heure présentées comme communication à des colloques et séminaires.

Dans la fonction publique, outre l'apport de la recherche sur les musées, les questions de la gestion des corps et des logiques de métier ont été abordées, en lien avec l'implantation territoriale des services publics (Odile Join-Lambert). Cette recherche menée en lien avec l'Observatoire de l'emploi public a donné lieu à un article dans *La Revue de l'IRES*.

f. Centenaire du ministère du Travail

Les institutions du travail font l'objet d'un intérêt à part entière, à travers la forte implication d'Odile Join-Lambert dans l'organisation et le suivi de l'appel d'offre à recherches et l'appel à communications sur le centenaire du ministère du Travail, qui doit avoir lieu en 2006. Par l'intermédiaire d'Odile Join-Lambert, historienne, l'IRES a choisi de participer activement, sur le plan scientifique, à la célébration d'un anniversaire qui intéresse au premier plan les organisations syndicales.

2. Problématique du programme 2005-2009

Si les axes de recherche du précédent PSMT gardent leur actualité, le programme 2005-2009 cherchera à éclairer les acteurs syndicaux sur des évolutions dont ils souhaitent une caractérisation plus explicite et une définition plus claire de leur spécificité historique : le sentiment éprouvé par les salariés que les conditions dans lesquelles on les fait travailler passent par des exigences et des modalités de tension très fortes ; la dimension gestionnaire affectant le travail et l'emploi ; les recompositions des identités professionnelles.

a. Quelles conditions d'exercice de l'activité pour l'accomplissement du travail ?

Le travail contemporain est ressenti comme particulièrement sollicitant, mais sous des formes complexes : les conditions de travail sont souvent jugées de plus en plus éprouvantes alors même que les salariés concèdent parfois la reconnaissance d'une amélioration de leur cadre strictement ergonomique de travail (pour reprendre la formule des ouvriers de l'automobile rapportée par N. Hatzfeld : « C'est moins dur, mais plus chargé »). On peut

entendre des groupes professionnels entiers en appeler au soulagement par un départ en retraite le plus précoce possible. En même temps, la disposition à l'engagement, à la prise en charge des difficultés du travail, est souvent exprimée par les salariés et n'attend pas les appels managériaux à l'implication. Les contradictions ne manquent pas entre ce vécu des salariés et des discours plus officiels : le discours institutionnel de la stratégie européenne pour l'emploi certifiant le caractère décisif d'une meilleure organisation du travail, d'un appel aux compétences des salariés, dans la perspective d'une « économie de la connaissance » ; le discours des entreprises érigeant le directeur des ressources humaines en « *business partner* », partenaire impliqué dans les orientations stratégiques de l'entreprise.

Pour le groupe Travail, il s'agira de mieux mobiliser les apports de ses analyses qui entendent rendre compte des conditions dans lesquelles les salariés travaillent, du sort fait au travail, en fonction des configurations sociales ou historiques.

Les recherches actuelles sur le travail ne s'en remettent guère aux discours enthousiastes promettant au travail de devenir un lieu d'épanouissement personnel, de mobilisation des capacités créatives, de mobilité professionnelle. Selon les tendances théoriques, elles considèrent ou non comme un problème réel la volonté affichée des entreprises de reconnaître leur place aux compétences des salariés. Mais une tendance générale prévaut pour considérer que le travail concentre plus que jamais de fortes exigences, qu'il est désormais demandé aux salariés de constamment faire preuve de performance dans des registres aussi divers que les rythmes à tenir, la prise de décisions pertinentes ou la créativité. Tous niveaux hiérarchiques confondus, les exigences montent en intensité mais aussi en complexité, voire en contradiction.

Dans cette perspective, le groupe Travail adopte comme position spécifique d'aider à la compréhension du travail dans son évolution historique. Il s'agit de mettre en évidence la redéfinition, à différents moments de l'histoire, des questions posées au monde du travail et de leur reconnaissance par les acteurs. Cette redéfinition concerne les enjeux institutionnels et organisationnels, ainsi que les déplacements conceptuels des catégories de l'action : par exemple, la définition ergonomique des conditions de travail est propre à une période historique, dans le cadre d'un certain régime de croissance, d'une domination des activités industrielles, etc. La désignation des problèmes du travail, la façon dont ils sont nommés par les acteurs et les chercheurs, n'est pas un simple arrière-plan pour les recherches du groupe. Elles sont, en permanence, impliquées dans les objets traités. Le travail est un terme qui reçoit des définitions implicites ou explicites, lesquelles délimitent plus ou moins sévèrement le champ des problèmes concernés et présuppo-

sent plus ou moins les formes de la demande d'intervention institutionnelle. Les définitions légales ou institutionnelles, par les domaines de régulation, influencent l'approche des problèmes du travail par les acteurs. Cela intéresse aussi bien le chercheur, dans sa logique professionnelle, que l'acteur syndical, qui mobilise des catégories dotées d'une dimension historique : celles-ci interviennent dans le décryptage des enjeux, dans l'identification des besoins et des formes d'action, ainsi que des interlocuteurs de l'action syndicale.

Le groupe aborde le travail comme activité à accomplir, qui impose aux salariés l'obligation de surmonter quotidiennement des épreuves productives dans lesquelles sont en jeu leur compétence individuelle et collective, l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes, mais également leur représentation de la valeur du travail et de ses finalités. Cette approche intègre les outils à partir desquels sont gérés le travail et l'emploi (comme les indicateurs de performance), qui font partie de la façon dont les entreprises mobilisent le travail et lui attribuent des conditions d'exercice. Elle incite à ouvrir une problématique des conditions d'exercice de l'activité, voie intermédiaire entre une approche strictement ergonomique des problèmes – qui garde son actualité mais n'épuise pas à elle seule la question de la condition des salariés au travail – et une mise en cause très générale des conditions de travail contemporaines, entendues à la fois comme modalités de la mise au travail et conditions d'emploi.

Cette approche débouche sur une concrétisation de la question des conditions de travail autour des enjeux de l'organisation matérielle du travail, de l'équilibre de la prise de responsabilité entre l'employeur (les ressources qu'il concède) et le salarié (sa capacité à garantir sa contribution au projet collectif), autour aussi des enjeux relatifs aux effets des outils de gestion dans l'activité quotidienne, etc.

b. Des conditions d'emploi à la gestion de l'emploi et à la gestion du travail

Les questions précédentes entretiennent des liens avec les conditions d'emploi. Le statut, les formes d'emploi (plus ou moins stables ou précaires), les modes de recrutement, mais aussi la gestion des effectifs – plus ou moins restrictive – sont autant d'aspects à prendre en compte pour appréhender la réalité des activités de travail, les conditions dans lesquelles il est demandé aux salariés de s'acquitter de leur tâche, de faire preuve de performance, de déployer leur compétence. La manière dont les entreprises ou les administrations gèrent l'emploi, les effets sur les conditions dans lesquelles est géré le travail des équipes par la hiérarchie de proximité, les contraintes pesant sur les équipes à travers les moyens, notamment humains, qui leur sont fournis,

tout cela entre dans le champ des questions à explorer : comment les choix de gestion de l'emploi affectent-ils le travail ? comment des pratiques de gestion de l'emploi se fondent-elles sur une représentation, plus ou moins adéquate, de la manière dont le travail s'effectue, des contraintes qu'il rencontre ?

Cette perspective ouvre les questions du travail sur la prise en compte de la variété et du rôle des acteurs qui sont extérieurs à l'entreprise ou font le lien entre elle et le marché du travail (services publics de l'emploi, intermédiaires, autres employeurs...). A cet égard, la dimension territoriale est particulièrement importante. Elle invite à donner toute leur place aux formes de management et outils de gestion, tant dans le domaine de la gestion des ressources humaines que dans celui de la gestion de la production et de la performance. La gestion n'est pas une simple logique s'imposant aux acteurs mais recouvre des pratiques variables, en fonction notamment des types d'organisation (PME, grands groupes, administrations, etc.). Dans le cadre d'une telle approche, l'interrogation se prolonge sur les formes d'organisation, les modes de gouvernance, la responsabilité sociale des employeurs.

c. Les identités professionnelles

Les transformations du travail et des conditions de son exercice, l'émergence de nouvelles fonctions ou de nouveaux métiers affectent les identités professionnelles. Les réorganisations de la production – par exemple lorsqu'elles font coopérer des fonctions de l'entreprise qui n'entretenaient guère de relations ou des unités dont certaines sont en situation d'appui ou de service à l'égard d'autres –, obligent les individus et les groupes à redéfinir le sens de leur utilité dans l'entreprise, à redéfinir les relations à autrui, à acquérir la maîtrise de nouvelles tâches et à en abandonner d'autres, indépendamment de la valeur qu'on leur accordait. Elles dévalorisent certains apprentissages, individuels et collectifs, exigent d'en acquérir d'autres. Les identités techniques sont souvent présentées comme devant se redéployer vers une dimension plus relationnelle, de service. Les repositionnements des stratégies d'entreprises entre leurs différents « métiers » déclassent certains métiers individuels, certains groupes professionnels et en revalorisent d'autres. L'évolution des technologies et des marchés bouleverse les groupes et leurs identités, redistribue l'importance relative des fonctions, des profils personnels, les formes de la hiérarchie, de la subordination, le rapport au temps et, plus généralement, le rapport au travail.

Il s'agit, pour le groupe Travail, de faire le lien entre les changements du travail, dans l'histoire et dans la période actuelle, et la renégociation, aux plans individuel et collectif, de l'identité professionnelle, de l'identité même de travailleur.

3. Axes de recherche 2005-2009

Si les grands domaines de recherche annoncés par le précédent programme scientifique demeurent d'actualité, le groupe tire de ses précédents travaux et de la problématique précédemment présentée des axes ciblant quelques grands champs privilégiés. Chacun d'eux sera susceptible de se voir appliquer une démarche de comparaison internationale. Chacun des membres du groupe est *a priori* susceptible de contribuer aux axes ici présentés, en fonction, bien sûr, des circonstances précises dans lesquelles se mettront en œuvre ces axes.

Le groupe s'enrichit de l'arrivée de Philippe Zarifian qui viendra nourrir et compléter ses axes de travail.

a. Le travailleur face à l'activité de travail et à ses finalités

■ Le client et l'utilisateur au sein du travail

Dans le prolongement de l'étude, dans le précédent programme scientifique, de la prise en compte du destinataire final du service dans l'activité de travail, le groupe continuera d'accorder une attention soutenue à la thématique du client et de l'utilisateur, tant dans les entreprises que dans la fonction publique. Outre les publications et opérations de valorisation des résultats qui, en 2005, concerneront les travaux récemment achevés, plusieurs travaux prolongeront les recherches précédentes : poursuite de la recherche sur la construction d'un regard de « consommateur » sur les services publics et ses conséquences sur le travail des agents ; poursuite de la réflexion sur la spécificité du travail dans les services publics, en s'intéressant à la question du rôle des représentations dans la constitution de communautés professionnelles au sein des corps de fonctionnaires.

■ La compétence

Directement ou dans le cadre de son analyse plus générale du travail, le groupe a contribué à la réflexion sur la compétence (notamment dans les services). Ce champ d'étude a été le lieu de collaborations au sein du pôle de Marne-La-Vallée. Il ouvre sur de nombreuses dimensions de l'activité de travail : organisation du travail, rapports aux objectifs fixés au travail, critères d'évaluation, etc. Il est donc logiquement appelé à tenir de nouveau toute sa place dans le prochain programme. Une phase de valorisation et de diffusion visera à rendre accessible à divers publics l'interprétation des démarches compétence développées jusqu'à présent : au-delà de la mode managériale ou de la volonté d'individualiser la relation salariale, la compétence est ce qui permet à un collectif d'affronter plus aisément les épreuves quotidiennes de sortie du produit (Pascal Ughetto). Au-delà, il s'agira de poursuivre l'analyse

du phénomène en montrant l'importance d'une approche par le travail alors que la compétence est généralement abordée dans une perspective de marché du travail (transférabilité des compétences, formation tout au long de la vie, etc.), tant dans le dialogue social que dans les stratégies communautaires.

■ Le sens du travail chez les salariés et les identités professionnelles

La thématique de l'engagement dans le travail, qui a émergé progressivement des recherches du précédent programme scientifique, sera approfondie : une meilleure compréhension des ressorts et conditions de l'engagement est, en effet, rendue urgente par les présupposés des stratégies de gestion des ressources humaines. Cette urgence tient aussi aux présupposés qui gouvernent certaines politiques publiques et qui sont fondés sur une approche utilitariste, source de confusion entre le travail et l'emploi (l'approche par le *workfare*, l'hypothèse de perte de valeur du travail).

Ces questions sont en lien avec celles relatives aux identités professionnelles. Sur ce sujet, l'examen des modalités les plus appropriées – un temps envisagées sous la forme de journées d'étude – sera repris pour traiter des changements dans les identités professionnelles, des voies de leur reconnaissance et des interrogations qui en résultent pour les acteurs syndicaux.

Des travaux seront consacrés à l'organisation institutionnelle des métiers, des professions, des fonctions. Le cas des corps de la fonction publique sera approfondi et pourrait se prêter à une étude en comparaison internationale (Odile Join-Lambert).

b. Conditions de travail, conditions d'exercice de l'activité

■ Conditions de travail

Le groupe aura à systématiser l'éclairage qu'il peut donner sur le sujet des conditions de travail. Le sujet pourra être traité, soit directement, soit en veillant à l'explicitier et à le développer dans le cadre d'autres problématiques avec lequel il entretient des liens. Par exemple, des relations potentielles existent entre les conditions d'exercice de l'activité et la compétence : être compétent permet ne pas s'épuiser dans la recherche de solutions. La compétence, individuelle et collective, apparaît comme un facteur de bonnes conditions de travail. Les liens peuvent également être tissés à partir de la question des communautés d'acteurs (collectifs de travail, professions, etc.) et des identités collectives dans le travail, comme cela avait été esquissé par de précédentes recherches du groupe.

■ Acteurs, perceptions et instances du risque au travail

Depuis les années 1970, les problèmes de santé et de sécurité au travail ont pris une acuité particulière et les risques professionnels ont connu une re-

crudescence tandis que de nouvelles pathologies du travail sont apparues. Après avoir poursuivi, dans le cadre d'une équipe de recherche interdisciplinaire et européenne, des travaux sur l'inaptitude au travail, Odile Join-Lambert sera mobilisée par le thème du risque au travail, en collaboration avec le même groupe de juristes, d'historiens, de sociologues et de praticiens réunis sous la direction de Catherine Omnès (IDHE-université de Saint-Quentin-en-Yvelines), en réponse à un appel à projet de la MiRe. La recherche portera sur les acteurs, les normes et les stratégies liées au risque machine dans l'enseignement technique de 1940 à 1982 (évolution du droit et des normes, rôle des mobilisations de la part des organisations syndicales et des associations de parents, conflits et arrangements entre les ministères de l'Education nationale et du Travail).

■ **Le travail d'encadrement et les conditions d'activité du collectif**

Dans le cadre de recherches spécifiques ou à l'occasion de diverses études, une attention particulière sera accordée à l'encadrement, notamment sous l'angle des conditions d'exercice de l'activité. Les cadres sont concernés par celles-ci, soit directement par la forte pression dont ils font l'objet, soit par l'effet de leur capacité à « manager » sur les conditions d'activité de leurs équipes. La tension subjective suscitée par la complexité de la compétence demandée (savoir manager une équipe, aller vers un métier à teneur plus gestionnaire, atteindre des objectifs plus ou moins contradictoires, etc.), pousse les individus à s'interroger sur eux-mêmes.

c. Travail, emploi et modes de gestion des ressources humaines

■ **Entre l'emploi et le travail : la crédibilité du travailleur**

Les exigences pesant sur le travailleur ne se manifestent pas seulement dans l'exercice du travail, mais aussi dans les différentes épreuves de mobilité qu'il doit affronter, sur le marché du travail externe aussi bien qu'interne. Celles-ci mettent en jeu la crédibilité du salarié en tant que travailleur, c'est-à-dire en tant que futur détenteur d'un poste ou d'une fonction. La mobilité constitue une épreuve probatoire où interviennent des dispositifs de confiance sur la capacité à tenir un poste. Leur étude permettra d'aborder l'employabilité par l'enjeu du travail, en considérant qu'être au seuil de l'emploi, c'est être aussi au seuil de l'épreuve du travail. Elle passera notamment par la poursuite de l'analyse des lettres de candidature du côté de leur réception par les employeurs et par l'intérêt porté aux diverses médiations : rôle des associations à l'égard des personnes les plus éloignées de l'emploi, influence des responsables de ressources humaines... Dans l'immédiat, la concrétisation de cette seconde phase de la recherche est subordonnée au maintien des liens avec l'entreprise où avaient été étudiés les courriers de

candidature, lui-même dépendant des interlocuteurs en place dans cette entreprise (Yves Lochard et Pascal Ughetto).

■ **Groupes et territoires. Restructurations et gestion du travail et de l'emploi**

L'analyse des transformations des systèmes de travail passe aussi par l'étude des pratiques de gestion des ressources humaines des entreprises. Dans cette perspective sera poursuivie l'étude des modes de gestion du travail et de l'emploi des grandes entreprises dans le cadre de leur reconfiguration. La question sera notamment abordée à partir de l'observation des politiques d'appui au développement local (réindustrialisation de sites, aides aux PME, etc.) conduites par plusieurs d'entre elles. L'hypothèse est que ces politiques peuvent constituer un moyen de soutenir l'adaptation continue et conjointe du travail et de l'emploi, en favorisant un meilleur équilibrage au niveau des bassins d'emploi. Il s'agit plus particulièrement de mettre en évidence les diverses logiques d'entreprises et d'élaborer des éléments d'évaluation de ces politiques. Une enquête auprès de différents groupes et auprès des organisations syndicales est prévue avec un projet soumis à la Mission Interministérielle aux Mutations Economiques (MIME) et au ministère de l'Industrie (Marie Raveyre).

■ **Modes de management et formes de PME**

L'étude des modes de management des entreprises, des formes d'organisation et des figures de l'acteur patronal paraît nécessaire à une meilleure appréhension des situations concrètes de travail. Le cas des PME constituera un terrain d'investigation en vue d'élaborer des outils d'analyse propres à appréhender les petites entreprises dans leur diversité, en prenant en compte à la fois le profil des dirigeants, le mode d'organisation interne, et le mode d'inscription dans des réseaux interentreprises et leur inscription territoriale, en milieu urbain ou rural (Marie Raveyre).

■ **Réseaux interentreprises : organisation et formes de coordination**

Il s'agira aussi de progresser dans l'analyse des nouvelles formes d'organisation en réseaux interentreprises. La question des nouveaux modes de gouvernance susceptibles de se mettre ainsi en place et les implications pour la responsabilité sociale des employeurs sera abordée. Les effets de ces organisations réticulaires sur la gestion de l'emploi (notamment sa flexibilité), sur l'organisation du travail, sur les modes de mobilisation des salariés, ainsi que sur les modes de subordination au travail (rapport entre contrôle et autonomie) le seront également (Marie Raveyre).

■ **Elaboration et mise en œuvre des politiques du travail : le ministère du Travail au XX^e siècle**

Pour répondre à la demande de commémoration de l'anniversaire de la création du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale qui se déroulera en 2006, le groupe participe à la coordination scientifique des travaux liés à la célébration du centenaire de ce ministère et à l'organisation d'un colloque de recherches qui aura lieu en 2006. Plusieurs axes de recherche sont à l'étude : les relations du ministère du Travail avec les autres ministères ; l'appréhension de la politique du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par les organisations syndicales et patronales et, réciproquement, la doctrine et les pratiques du ministère à leur égard ; les régulations juridiques, administratives et judiciaires ; l'étude des services déconcentrés ; les rapports aux territoires ; le rôle joué par le ministère du Travail dans la construction d'une protection sociale assise sur le contrat de travail ; et enfin les regards internationaux et les expériences étrangères (Odile Join-Lambert).

Publications

Ouvrages

Join-Lambert O. (2001), *Le receveur des Postes, entre l'Etat et l'usager (1944-1973)*, Paris, Belin.

Lochard Y. (2003), *L'expert associatif, le savant et le politique*, (dir. avec Maud Simonet-Cusset), Editions Syllepse, Paris, 161 p.

Participations à des ouvrages collectifs

Join-Lambert O. (2002), « Le receveur dans les années 1950 : corps unique ou multiple ? », in Muriel Le Roux (dir.), *Histoire de la Poste, de l'administration à l'entreprise*, Paris, Presses de l'Ecole normale supérieure.

Join-Lambert O. (2004), « L'Etat employeur et l'inaptitude au travail. Le cas des PTT (1944-1978) », in Catherine Omnès (dir.), *Les mains inutiles. Inaptitudes au travail*, Paris, Belin.

Join-Lambert O. (à paraître), « Les sources orales en histoire sociale », in Florence Descamps (dir.), *Les sources orales*, Paris, Bréal.

Join-Lambert O., Lochard Y. (2004), « L'invention du cadre de vie (1964-1977) », in Alain Chatriot, Marie Chessel, Matthew Hilton (dir.), *Au nom du consommateur*, Paris, La Découverte.

Join-Lambert O., Lochard Y. (à paraître), « Les apports de l'expérience. Les savoirs en action d'une association d'habitants dans les années 1960-1970 », *Actes du colloque du 40^è anniversaire du CERAT*, 28-30 septembre 2004.

Lochard Y. (2004), « L'accompagnement entre technique et valeur », in *Des bénévoles et leurs associations, Autre réalité, autre sociologie*, Ferrand-Bechmann, D. (dir.), L'Harmattan, 2004.

Raveyre M. (2000), « Nouvelles formes de PME, nouvelles perspectives pour la création d'emploi en milieu rural », in B. Courault B., Trouvé P. (dir.), *Les Dynamiques des PME*, Presses Universitaires de France, 2000.

Raveyre M. (à paraître), « L'appui au développement local des grandes entreprises comme outil d'accompagnement curatif et préventif des effets sociaux des restructurations », in *Restructurations responsables en Europe*, Octares, Paris.

Raveyre M., Ughetto P. (à paraître), « On est toujours dans l'urgence : surcroît ou défaut d'organisation dans le sentiment d'intensification du travail ? », in ouvrage collectif à paraître.

Ughetto P. (2002), « Globalisation and Change in Work Organisation: French Socio-Economics », in J.-C. Barbier & E. Van Zyl (eds), *Globalisation and the World of Work*, Paris, L'Harmattan.

Ughetto P., Bouget D. (2002), « France: the Impossible New Social Compromise ? », in J. Goul Andersen J. Clasen W. van Oorschot (eds), *Europe's New State of Welfare. Unemployment, Employment Policies and Citizenship*, Bristol, Policy Press, 2002.

- Ughetto P.** (2002), « Services et sortie de crise : identifier les enjeux », in C. Diebolt et J.-L. Escudier (sous la dir.), *La croissance économique dans le long terme. Formes historiques et prospective*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques économiques.
- Ughetto P.** (2002), « Créer des emplois dans les services : les leçons des expériences hors d'Europe », in H. Sarfati et G. Bonoli (édité par) *Mutations du marché du travail et protection sociale dans une perspective internationale. Voies parallèles ou convergentes ?*, Berne, etc., Peter Lang, 2002 (version anglaise : « Creating Service Jobs: Lessons from Extra-European Experiences », in Hedva Sarfati and Giuliano Bonoli (eds), *Labour Market and Social Protection Reforms in International Perspective. Parallel or converging tracks?*, Aldershot, Ashgate).
- Ughetto P.** (2004), Direction du dossier « Activité et action dans le travail », *Revue de l'IRES*, n° 44, 2004/1.
- Ughetto P.** (à paraître), « La marque en actes : une réalisation dans le travail », in ouvrage coordonné par T. Pillon et A. Bidet, Octarès.
- Articles dans des revues à vocation scientifique**
- Join-Lambert O.** (2001), « Au nom du rendement. L'invention de l'inaptitude aux PTT (1944-1958) », *La Revue de l'IRES*, n° 37, mars.
- Join-Lambert O.** (2003), « Regards sur l'Etat employeur et la santé au travail. Histoire du service médical des PTT (1943-1977) », *Travail et emploi*, dossier « La santé au risque du travail », n° 96, octobre.
- Join-Lambert O.** (2004), « Organiser l'emploi public. Un éclairage historique sur les corps de la fonction publique (XIX^e-XX^e siècle) », *La Revue de l'IRES*, n°46, 3^e trimestre.
- Join-Lambert O.** (à paraître), « Au nom de l'utilisateur. Les transformations du travail des receveurs des Postes (1965-1973) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (à paraître)
- Join-Lambert O.** (à paraître), « Quand l'Etat ajuste. Les receveurs des PTT sous la IV^e République », *Le Mouvement social*.
- Join-Lambert O.** (à paraître), « Croisement des sources orales et des statistiques de personnel en histoire : le cas des receveurs des Postes », *Etudes et documents*, n° XII, Comité pour l'histoire économique et financière de la France (à paraître).
- Lochard Y., Simonet-Cusset M.** (2003), « Entre Science et Politique : les politiques du savoir dans le monde associatif », *Lien social et politiques*, n°50, automne.
- Lochard Y.** (2003), « Novela naturalista y formación de los imaginarios urbanos : el ejemplo de París y sus afueras a fines del siglo XIX », *Figuraciones* n° 1-2, Buenos Aires, Instituto Universitario Nacional del Arte y Asunto Impreso Ed., décembre, p. 167- 178.
- Raveyre M.** (2001), « Implication territoriale des groupes et gestion du travail et de l'emploi. Vers des intermédiations en réseaux », *La Revue de l'IRES*, n°35.

- Raveyre M.** (à paraître), « Entreprises, réseaux et territoires, pour une analyse des réseaux interorganisationnels », dossier spécial « Economie de la proximité », *Géographie, économie et société*.
- Raveyre M., Ughetto, P.** (2003), « Le travail, part oubliée des restructurations hospitalières », *Revue française des affaires sociales*, vol. 57, n° 3, juill.-sept.
- Ughetto P.** (2001), « Tendances contradictoires de l'évolution du travail et renouvellement des analyses : une interprétation à partir des représentations de l'acteur patronal », *Revue de l'IRES*, n° 37, 2001/3.
- Ughetto P.** (2002), « Figures du client, figures du prestataire », *Sciences de la société*, n° 56, mai.
- Ughetto P.**, avec Besucco N., Tallard M., Du Tertre, C. (2002), « La relation de service : une tension vers un nouveau modèle de travail ? », *Revue de l'IRES*, n° 39, 2002/2.
- Ughetto P.** (2003), « Le service public face à son destinataire : qualité du service et organisation. L'exemple de la distribution du courrier », *Economie et solidarités (Canada)*, vol. 34, n° 2, 2003.
- Ughetto P.** (2003), « Services et construction sociale des marchés », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n° 41-42, 1^{er}-2^è semestre.
- Ughetto P.** (2004), « Demand-Side Issues of the Service Economy », *Review of Political Economy*, vol. 16, n° 4, Oct.
- Ughetto P.** (2004), « L'économie au cœur du travail salarié. Renouvellements paradigmatiques en sociologie du travail », *Histoire et sociétés*, n° 9, janv.
- Ughetto P.** (à paraître), « Action dans l'entreprise et engagement dans le travail. Une sociologie économique de l'acteur au travail », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*.

Documents de travail

- Raveyre M.** (2003), « Concilier adaptation permanente de l'emploi et des compétences et sécurité des trajectoires professionnelles ? Réflexion autour de la politique de Saint-Gobain », in Yerochewski C. (coord.), *Souplesse et sécurité de l'emploi, Actes du Séminaire DARES-IRES*, Document d'études DARES, n°71, juin.
- Ughetto P.** (2002), « Compétence de service : état des lieux d'une problématique », *Document de travail de l'IRES*, n° 02.03, juillet.
- Ughetto P.** avec Damesin R., **Grimault S.**, **Pernot J-M.** (2004), « Réactivité sociale au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. La réforme et le travail. Le cas de la surveillance des Douanes », *Document de travail de l'IRES*, n° 04.07, septembre.
- Ughetto P.** (2004), « La dépense et la valeur : l'esprit économique de l'Etat, enjeu politique. Le cas des musées », *Document de travail de l'IRES*, n° 04.08, décembre.
- Ughetto P.** (2004), « Au service d'un public : un détour par Halbwachs et Goffman », *Document de travail de l'IRES*, n° 04.09, décembre.